



Paris, le 5 juillet 2017

Communiqué de presse CGT, CFE-CGC et FO

FACE AUX PREMIÈRES DÉCONVENUES DU PROJET HINKLEY POINT, L'INTERSYNDICALE CGT CFE-CGC FO DEMANDE AU GOUVERNEMENT UNE VÉRITABLE VISION INDUSTRIELLE POUR LA FILIÈRE NUCLÉAIRE FRANÇAISE

Nos trois organisations syndicales ont pris connaissance du surcoût de 1,8 milliard d'euros concernant le projet nucléaire britannique d'Hinkley Point ainsi que du retard de plusieurs mois sur le calendrier initial du chantier, pour un coût additionnel de près de 800 millions d'euros. EDF a justifié ces ajustements notamment par des modifications imposées par l'autorité de sûreté britannique.

Si l'annonce de telles réévaluations moins d'un an après une décision d'investissement plus que controversée est surprenante, elle ne nous surprend pas. Cette annonce confirme les craintes de nos organisations syndicales un an après avoir mené, avec le Comité Central d'Entreprise d'EDF et les administrateurs salariés qu'elles parrainent, une bataille acharnée contre le lancement précipité d'un projet dont nous savions que les conditions de réussite n'étaient pas toutes réunies.

Bien que favorable aux projets de développement nucléaire d'EDF, l'intersyndicale CGT CFE-CGC FO avait en 2016 considéré qu'il existait encore trop d'interrogations sur les risques financiers, industriels, contractuels et sociaux du projet Hinkley Point et qu'il valait mieux le différer pour en limiter les risques et ainsi créer les conditions d'un réel succès pour EDF et la France. Incertitudes liées au Brexit, financement en fonds propres exposant dangereusement EDF aux multiples risques du projet, nécessité de refonder la filière nucléaire française et de disposer du complet retour d'expérience d'un EPR avant de lancer tout nouveau chantier, non stabilisation du basic design de l'EPR HPC, caractère irréaliste des délais de construction et des budgets pourtant mis en avant pour justifier la rentabilité du projet... tout cela nous inquiétait dès l'été 2016 alors que ces risques étaient connus et documentés. Les annonces de ce début juillet 2017 nous confortent malheureusement dans nos analyses.

Cette annonce survient alors que la National Audit Office, équivalent britannique de la Cour des Comptes, s'inquiète de nouveau du coût pour le contribuable anglais du contrat de rachat garanti dont bénéficie le projet Hinkley Point. Cela fragilise le contrat dont bénéficie EDF alors qu'il est censé être la pièce maîtresse du projet, de sa rentabilité et de son intérêt pour EDF.

Face à l'inquiétude grandissante des salariés d'EDF et la nécessité de tout mettre en œuvre pour limiter les risques de ce projet pour EDF mais aussi éviter une contagion sur les investissements de service public en France, l'intersyndicale CGT CFE-CGC FO demande au nouveau Gouvernement de répondre à la demande qu'elle fait depuis plus d'un an de lancer une mission sur la filière nucléaire pour assurer son avenir sur des bases solides et durables.

Loin des montages capitalistiques d'AREVA et d'un projet britannique qui ne règlent rien sur le fond, la refondation de la filière nucléaire doit en effet reposer sur un diagnostic sans concession, tant industriel, technologique, social qu'organisationnel, et un débat de fond qui permettra enfin au Gouvernement de construire une véritable vision industrielle pour la filière nucléaire française.

Après avoir été sourd aux alertes de nos organisations syndicales sur les risques du projet nucléaire britannique et à notre demande, l'État doit désormais assumer ses responsabilités en lançant ces travaux d'actualisation de la mission Roussely de 2010. Pour l'intersyndicale CGT CFE-CGC FO, c'est la condition pour réussir le projet Hinkley Point au bénéfice principal de l'industrie française.

Contact presse : Alexandre GRILLAT - alexandre.grillat@cfe-energies.com